

## C/ Echelle mondiale : La gouvernance économique mondiale depuis 1944

Il faut attendre la fin de la 1<sup>ère</sup> guerre mondiale et la création de la Société des Nations (SDN) pour que les Etats concrétisent l'idée du multilatéralisme et de la sécurité collective. Mais l'absence des Etats-Unis et les clivages des Etats européens rendent très vite vaines les ambitions de Wilson. La crise de 1929 et le repli protectionniste des Etats illustrent de nouveau l'incapacité d'une régulation collective. Promoteurs d'un nouveau multilatéralisme et convertis au libre-échange à partir de 1944, les Etats-Unis favorisent alors la création d'institutions devant garantir la paix (ONU), la stabilité financière (FMI) et le progrès social (Banque mondiale, institutions spécialisées de l'ONU). Fondé sur des négociations entre Etats dans un contexte de croissance (les Trente Glorieuses) et de réduction des obstacles aux échanges, le système fonctionne plus ou moins jusqu'aux années 70's. Les déséquilibres financiers et économiques, l'émergence de nouveaux acteurs et l'essoufflement des économies occidentales entraînent alors une profonde remise en cause du rôle des Etats et de la gouvernance économique mondiale. Dans un contexte d'interdépendance croissante entre les États émerge alors progressivement, pour s'imposer à partir des 90's, une nouvelle conception de la gouvernance fondée sur la nécessité d'une régulation internationale de la mondialisation associant non seulement les Etats mais aussi les acteurs non-étatiques.

*Quelles évolutions a connu l'idée de gouvernance économique mondiale depuis 1944 ?*

*Quelles sont les logiques de fonctionnement de la gouvernance économique mondiale ?*

*Quelle est l'efficacité de son action dans la recherche d'une régulation internationale de l'économie ?*

### **1/ De 1944 aux 70's: Une gouvernance mondiale sous hégémonie américaine**

#### **11/ Une Amérique puissante face à une Europe ruinée**

Pendant la guerre les EU ont x2 leur potentiel de production et ont pris une importante avance technologique. C'est le seul pays à être sorti de la guerre enrichi. En 1945, les exportations ont doublé par rapport à 1939. Les EU possèdent les 2/3 du stock d'or mondial et le dollar supplante définitivement la livre sterling comme monnaie internationale. Le pays possède environ 40% de la richesse mondiale et produit plus que tous les autres pays réunis. Enfin, les États-Unis contrôlent les grandes voies maritimes (les 2/3 du tonnage mondial) et aériennes majeures. Au contraire, la guerre a ruiné l'Europe et déprimé les monnaies: ainsi, le Franc a perdu les 4/5ème de sa valeur, la Livre les 2/3, quand au mark et à la lire, ils ne valent plus rien.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale il faut reconstruire, relancer les échanges après une période pendant laquelle les économies nationales s'étaient refermées sur elles-mêmes, assurer la stabilité monétaire et mettre en place un système cohérent de financement. Les EU veulent tirer aussi les leçons de la crise des 30's marquée par une

surproduction et le repli protectionniste des Etats. Ils militent alors pour le libre-échange. L'ordre économique qui se met en place est donc un ordre qui reflète à la fois la dépendance de l'Europe et l'hégémonie des États-Unis qui ont besoin d'écouler une P<sup>o</sup> gigantesque (1/198).

## 12/ Les Accords de Bretton Woods, 22 juillet 1944

La Conférence se tient aux États-Unis à Bretton Woods (dans le New Hampshire au Nord de Boston, 1/364) et réunit les délégués de 44 nations du 1er au 22 juillet 1944. Ces accords ont pour but de restaurer le commerce international et la coopération financière.

2 projets :

- celui défendu par J.M KEYNES (bio/378) favorable à la création d'une monnaie internationale, le "bancor", détachée de l'or et de toute domination nationale. Ce projet déplait aux EU car il pénalise les Etats détenteurs d'or et implique un véritable gouvernement économique mondial qui fixerait la politique monétaire internationale.

- H.D WHITE (sous-secrétaire américain au Trésor) défend le retour au "Gold Exchange Standard" (étalon de change-or) où le \$ remplacerait la £ et la fixité des parités (1/368). C'est ce projet qui s'impose.

Les 44 Etats signataires (mais seuls 29 le ratifieront en 1945) s'engagent à définir la valeur de leur monnaie en or ou en \$ (le \$ reste la seule monnaie convertible, 1 once d'or = 31 gr. = 35 \$ : Gold Exchange Standard) et à maintenir cette parité à + ou - 1% en évitant toute dévaluation. La conférence a abouti à la création de deux institutions : le FMI et la BIRD.

<http://www.ina.fr/video/I11052345>

### 121/ le FMI

Le Fond Monétaire International est chargée du maintien d'un système de taux de changes fixes centrés sur le dollar américain et l'or. Le FMI fonctionne comme une caisse de secours mutuel dont le capital est alimenté par les contributions (quote-part) des pays signataires calculées d'après leur poids économique et commercial. Les 1<sup>ers</sup> contributeurs sont de loin les EU qui disposent de fait d'un droit de véto (ils ont 32% des droits de vote en 1945).

Un pays en difficultés financières peut solliciter du FMI un "droit de tirage" (une sorte de crédit proportionnel à sa quote-part afin d'éviter le recours aux dévaluations) mais sous condition de prendre des mesures de redressement financier. Par ailleurs, pour dévaluer de plus de 10%, un pays doit obtenir l'accord préalable du FMI.

### 122/ La Banque Mondiale

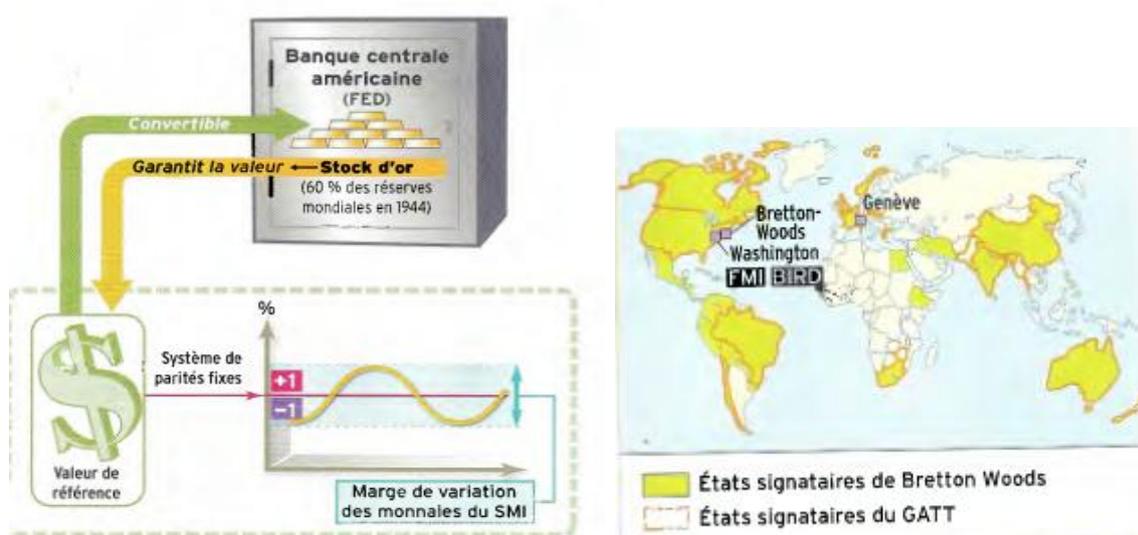
La BM comprend 2 institutions dont la principale, La Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), a pour but d'accorder des crédits à long terme pour favoriser la reconstruction des pays détruits par la guerre (en Europe et au Japon) et, ensuite, le développement des pays en développement. Un pays doit obligatoirement être

membre du FMI pour adhérer à la Banque Mondiale. Son siège est à Washington tout comme le FMI.

### 13/ Le GATT (General Agreement on Tariffs and Trade)

L' "Accord Général sur le Commerce et les Tarifs Douaniers" est signé à Genève le **30 octobre 1947** par 23 pays représentant plus de 75% du commerce mondial. Il a pour objectif de libéraliser les échanges et s'appuie sur 3 principes :

- la non-discrimination avec la généralisation de la clause de la nation la plus favorisée à toutes les parties contractantes : tout avantage accordé à un pays doit être étendu à tous les membres du GATT
- Le "fair trade" qui interdit le recours au contingentement (limitation) ou au "dumping" (vente en dessous du prix de revient) et encadre strictement les subventions et aides nationales qui faussent la concurrence.
- La "consolidation" des droits, c.à.d. la participation à des "rounds" (cycles de négociations) pour permettre la baisse progressive des protections tarifaires. L'agriculture exclue des négociations continue de bénéficier de protections douanières et de subventions.



### 14/ Une réorganisation très progressive

#### 141/ Des déséquilibres monétaires persistants

L'hégémonie économique des EU pose après la guerre un double problème : Les réserves d'or des pays étrangers important massivement depuis les EU s'épuisent rapidement et menacent les EU d'une chute des commandes et donc d'une crise de surproduction. Par ailleurs, pour les EU, tout ralentissement de la reconstruction en Europe serait un appel d'air pour les communistes (cf. **TRUMAN**: "la misère est la meilleur allié des communistes").

Pour réduire ces difficultés de "dollar gap" (pénurie de \$) et l'insuffisance des moyens du FMI, les EU accordent des aides massives dans le cadre du Plan Marshall (13 Mds de \$) entre **1948**

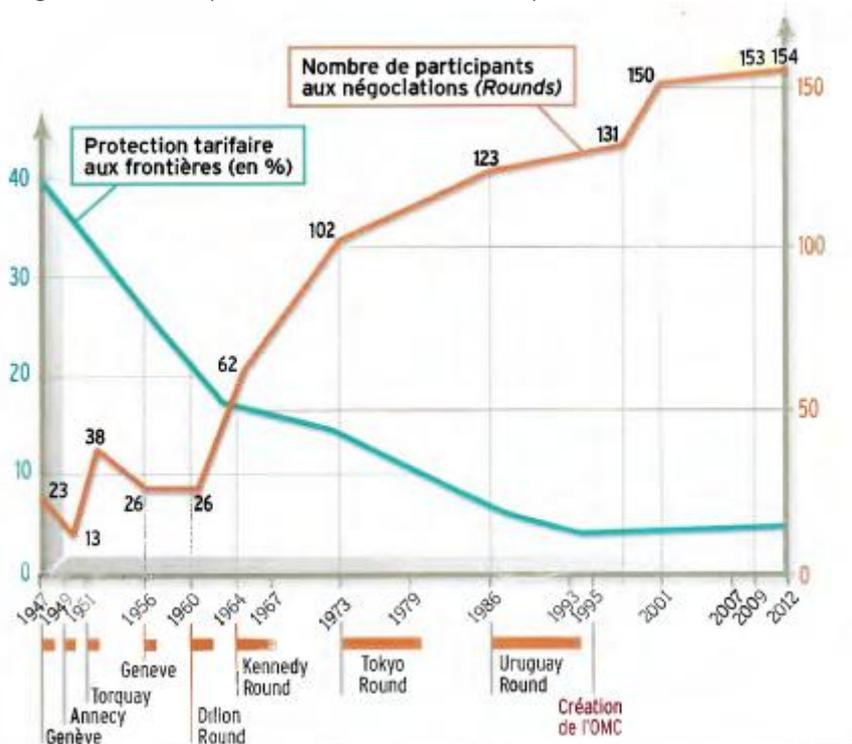
et 1952 (3/369). Le FMI doit aussi accepter en 1949 que la livre sterling, et une vingtaine de grandes monnaies à sa suite, dévaluent, et les EU interviennent même directement en RFA et au Japon pour limiter l'inflation.

### 142/ Le développement du libre échange

A partir des 50's la situation se normalise progressivement et le cours des monnaies se stabilise. Dès 1951, les échanges mondiaux dépassent leur niveau de 1929, la meilleure année de l'entre-deux-guerres. En 1957, la convertibilité des monnaies européennes prévue à Bretton Woods est rétablie. C'est l'Europe occidentale (en fait l'Europe "atlantique", celle du Plan Marshall et de l'OTAN) qui bénéficie de cette reprise. En 1960, les 2/3 des IDE des entreprises américaines vont vers l'Europe des Six (France, GB, RFA, Benelux ; 2/198).

Dans le même temps (1944-1960's) la fin des empires coloniaux fait disparaître les préférences impériales et le développement des transports favorise le commerce international.

Enfin le libre échange progresse avec les négociations du GATT : les 4 premiers rounds (cycles) de négociations entre 1949 et 1959 réduisent de 50% les droits de douanes. Le Dillon Round de 1960 à 1962 et le Kennedy Round, de 1964 à 1967 ramènent ces droits à à moins de 20%. De plus en plus de pays sont concernés (cf. graphique) : Le volume des échanges progresse de 8% par an et la valeur des exportations mondiales est x 10 entre 1950 et 1972.



### 143/ Un système contesté

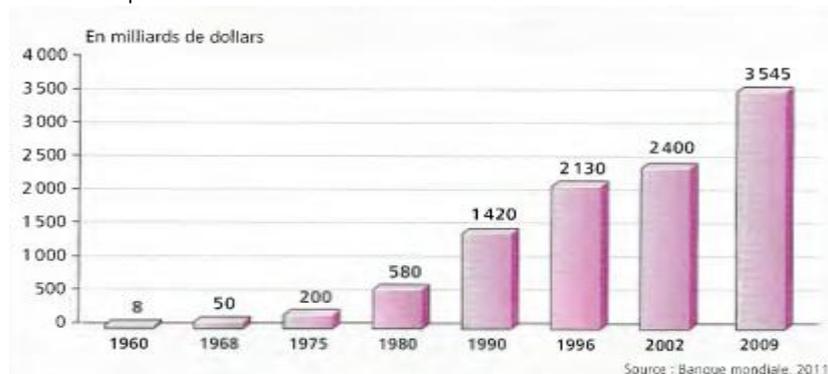
La reconstruction des économies et la croissance des échanges ne concernent pas l'ensemble du monde.

- Les pays d'Europe de l'Est ont été contraints par l'URSS de refuser l'aide du Plan Marshall (la Tchécoslovaquie renonce au Plan Marshall en 1947 et se retire du FMI en 1954). L'URSS avait d'emblée refusé de participer au nouveau système monétaire international et d'adhérer au GATT. La Chine, communiste à partir de **1949**, se retire du GATT dès 1950.

- A Bandung en **1955**, 29 pays du "Tiers Monde" (A. Sauvy, 1952) qui concentrent vers 1950, 50% de la pop. mais 8% des richesses, réclament des mesures en faveur du développement des pays de la zone afro-asiatique et notamment "*l'établissement sans retard d'un Fonds des Nations Unies pour le développement économique et l'allocation par la BIRD d'une plus grande partie de ses ressources aux pays afro-asiatiques*".

- En **1960**, les pays de l'OPEP (Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole, Venezuela, Arabie Saoudite, Koweït, Irak, Iran) se réunissent pour contrebalancer le pouvoir des grandes Cie. occidentales et revaloriser le prix du pétrole.

- En **1964**, la première Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED, **1/372**) permet la création du "Groupe des 77" (**carte/367**) qui réclame l'instauration d'un "Nouvel ordre économique mondial" (**2/372**) favorable aux pays en développement : c.à.d. : le contrôle sur les ressources et sur les entreprises qui les exploitent ; la restitution ou l'indemnisation pour les ressources exploitées par le passé par les puissances coloniales ; l'amélioration des termes de l'échange avec les puissances de Nord (les métropoles ayant longtemps acheté à très bas prix les matières premières asiatiques ou africaines). Mais la seule résolution de la conférence a été de recommander aux pays industrialisés de consacrer au moins 1% de leur revenu à l'aide au Tiers Monde. Ils obtiennent cependant un succès en **1968** avec l'adoption par le GATT du principe de préférence généralisée qui protège leur marché tout en favorisant leurs exportations. Mais l'endettement des pays du sud croît à un rythme accéléré entre 1960 et 1980, il est multiplié par 72 en 20 ans, dans une période marquée par la confiance liée à une forte croissance économique mondiale.



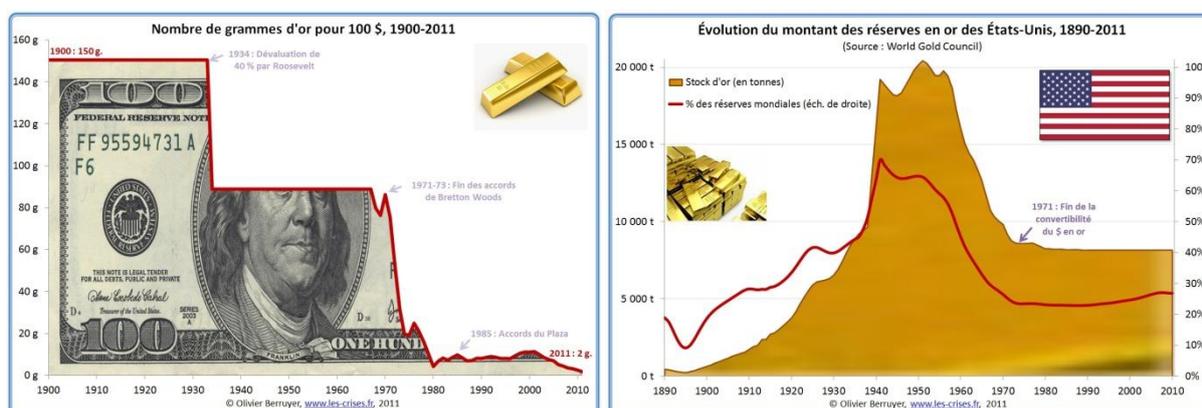
Evolution de la dette des Pays du Tiers monde depuis 1960

Les pays du Tiers-monde ne représentent que 17 % des exportations mondiales en 1973, alors qu'ils pesaient 34 % en 1948 (empires coloniaux). Enfin, le groupe est progressivement éclaté entre PMA, PED, émergents aux intérêts souvent divergents.

- Par ailleurs, les pays européens sont de plus en plus méfiants à l'égard du \$ à l'image de la France de **DE GAULLE** qui réclame le retour à l'étalon-or et échange ses \$ contre de l'or en 1964 en dénonçant l'hégémonie de la monnaie américaine.

## 15/ La fin du système de Bretton Woods

À partir des années 1960, le déficit de la *balance des paiements* américaine se creuse de plus en plus : Beaucoup de capitaux (notamment les IDE des FTN) sortent du territoire des États-Unis en quête d'une meilleure rentabilité, la faiblesse des taux d'intérêts aux EU favorisent les emprunts étrangers en \$ , enfin, les dépenses de la guerre du Vietnam ( et plus largement de la course aux armements) entraînent aussi l'émission de monnaie qui fragilise la parité or/\$ => Les dollars se répandent dans le monde, notamment en Europe (les « *eurodollars* »).



Pour financer leur déficit, le EU font des émissions massives de \$ qui entraîne une augmentation des liquidités => A partir de **1961**, le montant des \$ détenus par les non - Américains excède le stock d'or de la FED (Fédéral Réserve : banque Centrale des EU). En **1971**, ce montant est 5 fois > à la valeur des réserves d'or détenues par la Fed. => les demandes de conversion des \$ en or se multiplient entraînant une réduction rapide et massive du stock d'or de la FED de 24 à 10 milliards de \$ alors que dans le même temps l'excédent commercial des EU recule progressivement pour disparaître même en 1971. Les Etats-Unis ne sont alors plus en mesure d'assurer la convertibilité en or des \$ répandus dans le monde (**4/199**). Le président américain **R. NIXON** *suspend la convertibilité du dollar* le **15 août 1971** ce qui entraîne une première *dévaluation* du \$ en **décembre 1971** (pour la 1<sup>ère</sup> fois depuis 1934), puis une *deuxième dévaluation* survient en **février 1973**, accompagné d'un abandon de tout rapport fixe entre le \$ et les autres monnaies. C'est la fin du système de Bretton Wood : disparition des parités fixes calculées à partir de la valeur du \$.

<http://www.ina.fr/video/CAF97030110/la-fin-d-un-mythe-le-dollar-video.html>

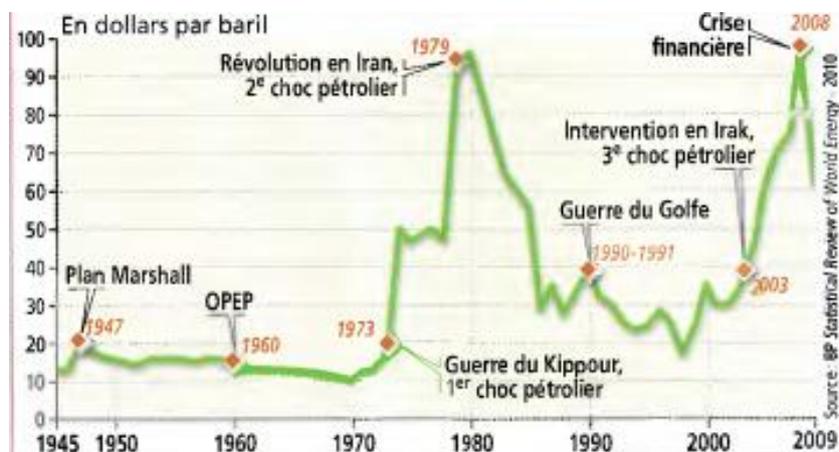
## 2/ Le tournant des 70's et 80's

### 21/ L'effondrement du SMI

#### 211/ le nouveau contexte de crise

La croissance dans les PDEM (Pays développés d'économie de marché) est ralentie depuis 1967 : leur compétitivité est en recul face à l'émergence des pays ateliers (NPI d'Asie) et le système fordiste s'épuise. Puis, entre octobre **1973** et janvier 1974, le **1<sup>er</sup> choc pétrolier** a pour résultat la multiplication par 4 du prix du pétrole. Les coûts de P° plus élevés => une forte

inflation => montée des taux d'intérêt. Le déséquilibre des balances commerciales des pays fortement importateurs => déficit. C'est la fin du cycle des Trente Glorieuses.



Le prix du pétrole depuis 1945

<http://www.ina.fr/video/DVC7908131501/l-origine-du-conflit-video.html>

### 212/ l'abandon des changes fixes :

Lors de la Conférence de la Jamaïque (Accords de Kingston) en **1976**, les EU obtiennent de changer les règles de Bretton Woods : l'or n'est plus la monnaie étalon et son cours varie en fonction de l'offre et de la demande. Chaque monnaie peut désormais fluctuer, chaque État membre du FMI est libre de décider de sa politique monétaire (c.à.d. agir sur les taux d'intérêt pour stabiliser les prix). Désormais, la valeur des monnaies est décidée par les marchés. On entre ainsi dans le système dit des changes flottants. Ce flottement monétaire est marqué par une baisse de la valeur du \$ et des très fortes variations des changes (envolée du mark et du yen par expl.).

### 213/ Vers une nouvelle définition de la gouvernance

Dès **1975**, les pays industrialisés avaient réagi à l'initiative du président français **V.GISCARD D'ESTAING** (1974-1981): le **G6** (Groupe des 6 pays les plus industrialisés) est créé à Rambouillet avec les États-Unis, le Japon, l'Allemagne, le Royaume-Uni, la France et l'Italie (**1/370**). Le Canada, le rejoint en **1976** pour former le **G7**. Il part du principe selon lequel "l'interdépendance croissante des économies, au moment où la mondialisation s'accélère, rend impossible toute sortie de crise individuelle et impose une coordination des efforts".

Pour ne pas compromettre la construction européenne, les pays de la Communauté économique européenne (CEE) mettent au point en **1979** le Système Monétaire Européen (SME) avec une monnaie de compte commune l'ECU (European Currency unit) qui évite de trop fortes fluctuations entre leurs monnaies et tente de limiter les difficultés commerciales liées de l'abandon des parités fixes.

## 22/ l'offensive néolibérale des 80's

### 221/ la remise en cause de l'Etat providence

Dans les 70's et 80's, les économistes néolibéraux (influencé par l'économiste **MILTON FRIEDMAN**, fondateur de l'Ecole de Chicago et Prix Nobel d'Economie en 1976), dénoncent le mode de gouvernance et en particulier celui de l'Etat-providence générateur d'excès de fiscalité et de réglementation défavorable à l'esprit d'initiative et à la croissance. Aux EU (**R.REAGAN**, 1980-1988) et au R.U (**M.THATCHER**, 1979-1990) la régulation publique recule avec la libéralisation des mouvements de capitaux, la privatisation des entreprises publiques et la déréglementation. On fait confiance aux capacités d'autorégulation des marchés et au contrôle d'autorités indépendantes de l'État. Ce néolibéralisme s'étend de façon plus ou moins importante à la plupart des PDEM, notamment ceux du G7: (en Allemagne avec **H.KOHL** comme Chancelier de **1982 à 1998** et en France avec l'alternance libérale de **J.CHIRAC**, Premier Ministre de **1986 à 1988**). Ces politiques de rigueur ou d'austérité permettent en partie de faire reculer l'inflation mais leurs conséquences sociales sont souvent lourdes.

### 222/ La poursuite de la déréglementation

Après les négociations du Tokyo Round (**1973-1979**, 102 pays qui réduisent d' 1/3 les droits de douanes sur les marchandises), s'ouvre en **1986** l'Uruguay Round, le plus grand cycle de négociation du GATT (117 puis 123 pays). Il vise toutes les formes de protectionnisme (quotas, normes). Cette libéralisation conduit à la globalisation financière c.à.d. la création d'un marché financier mondial dans lequel circulent les capitaux en fonction des opportunités des variations des taux d'intérêts ou de la valeur des monnaies.

## 23/ Les nouvelles missions du FMI

Incapables de rembourser leurs emprunts (la dette passe de 50 milliards de \$ en 1968 à 1400 milliards à la fin des 80's) les pays du Sud font appel au FMI et à la Banque Mondiale qui, en échange d'une aide, leur impose une politique d'ajustement structurel (privatisation des entreprises, réduction des dépenses publiques, ouverture de l'économie à la concurrence et aux investissements étrangers, hausse des impôts, lutte contre la corruption, la fraude et l'évasion fiscale, politique d'austérité, dévaluation de la monnaie pour faciliter les exportations. Les conséquences sont souvent dramatiques pour les populations, **voc. /372**). Expl du Mexique en **1982**.

### 3/ Vers une nouvelle gouvernance économique depuis les 90's

#### 31/ Un nouvel ordre économique multipolaire

##### 311/ Mondialisation et libre-échange

L'effondrement du communisme en Europe de l'Est (1989) puis de l'URSS (1991) met fin à l'organisation bipolaire du monde. Les anciennes démocraties populaires amorcent une transition vers l'économie de marché, la Russie entre au *FMI* (1992), la Chine poursuit son ouverture commencée en 1978 (ZES) et l'Inde entame la sienne (1991). Les pays émergents jouent un rôle de plus en plus important. Dans le même temps la mondialisation de l'économie s'accélère (exportations mondiales x 4 entre la fin des 70's et le milieu des 80's, x 7 de 1985 jusqu'à 2010).



Les EU restent cependant les leaders de la libéralisation de l'économie : en 1994, 124 pays signent les *Accords de Marrakech* (fin de l'*Uruguay round*) sur la réduction de tarifs douaniers, la libéralisation des services et la concurrence dans le domaine agricole.

En 1995 l'*OMC* remplace *le GATT* : son domaine s'étend de l'industrie à l'agriculture mais aussi aux services et à la propriété intellectuelle, à la culture et aux services publics. A la différence du GATT, l'OMC dispose d'un organe judiciaire qui peut sanctionner les Etats et chaque membre (113 en 1995) a droit à 1 voix.

Cependant les progrès du libre-échange rencontrent des difficultés : le nouveau cycle de négociation qui s'ouvre à *Doha* en 2001 se heurte aux divergences des PED et des puissances agricoles du Nord (EU et UE) sur la libéralisation du commerce agricole et sur les règles d'unanimité difficile à obtenir avec 159 Etats en 2014. Il n'est toujours pas conclu.

Par ailleurs, les 90's voient la création et le renforcement des grands blocs régionaux (*Mercosur* en 1991, *ALENA* en 1994, *Traité de Maastricht* en 1992) qui privilégient les accords internes.

##### 312/ Crises et interventions du FMI

**Mexique (1994-1995)** : entré au GATT en 1986, le pays s'engage dans une politique d'ouverture (abandon du protectionnisme, privatisation massive, développement des Maquiladoras dans le cadre de l'ALENA et réception de nombreux IDE). Mais la *révolte du Chiapas* entraîne un reflux des placements et une brusque dévaluation du peso mexicain. Le FMI et les EU déboursèrent 50 milliards de \$ afin de garantir tous les créanciers étrangers. Mais le Mexique se voit imposé un P.A.S (Plan d'ajustement structurel).

**La crise asiatique (1997-1998)** : les capitaux affluent vers les émergents d'Asie et les banques asiatiques multiplient les prêts entraînant une flambée des cours boursiers et de l'immobilier ("bulle spéculative") et un endettement massif des entreprises et des particuliers. En juillet **1997**, la Thaïlande, dont les déficits se creusent annonce le flottement de sa monnaie (le Bath) jusque là arrimée au \$ => fuite des devises et des investisseurs. La panique financière s'étend aux pays de la zone et la fuite des capitaux entraîne l'effondrement des cours boursiers (explosion de la bulle financière). Le FMI lance un plan d'aide de 120 milliards de \$ dont 50% pour la seule Corée du Sud.

Mais la crise se répercute en Russie en **1998** dont les exportations de pétrole chutent. Le FMI lui accorde un prêt de 22,6 milliards de \$. Puis la crise gagne l'Amérique latine, le Brésil et surtout l'Argentine (chute des Bourses de Sao Paulo (- 40 %) et Buenos Aires (- 38 %) mise sous tutelle par le FMI jusqu'en 2002, (4/373).

## 32/ Les nouveaux acteurs de la gouvernance.

### 321/ Les mouvements anti et altermondialistes

En **1999**, le sommet de l'OMC de Seattle (2/381, voc. /374) est l'occasion de la 1<sup>ère</sup> grande manifestation des antimondialistes qui s'opposent à la "dictature des marchés financiers". Les manifestations se poursuivent lors des réunions du FMI, de l'UE et du G8 et regroupent 200 000 personnes à Gènes en **2001** (G8). La même année le 1<sup>er</sup> Forum Social Mondial est créé à Porto Alegre au Brésil contre celui de Davos sous le slogan "un autre monde est possible". En **2002**, les anti-mondialistes se transforment en alter - mondialistes et définissent en 2005 un programme alternatif : annulation de la dette des pays du Sud, taxe Tobin sur les transactions financières internationales, démantèlement des paradis fiscaux, promotion du commerce équitable et du développement durable voire de la décroissance.

Cependant Le mouvement altermondialiste est une véritable nébuleuse (2/374) rassemblant des acteurs aux intérêts très divers et parfois contradictoires qui empêche une véritable coordination et structuration du mouvement. Par ailleurs, les violences qui accompagnent les manifestations (carte/367) et les objectifs divergents ont progressivement érodé l'audience des altermondialistes dont le discours et l'action se retrouvent cependant dans les mouvements des "Indignés".

### 322/ La crise de 2008

Depuis **2000**, les banques américaines ont accordé des crédits hypothécaires à taux variables (alors très bas), les "subprimes", et permit à des milliers de familles modestes d'acheter un logement. Mais l'augmentation des taux en **2007** empêche les emprunteurs de rembourser leur crédit. Ils sont expulsés et les banques se retrouvent à la tête d'un énorme patrimoine foncier (500 milliards de \$) qui perd sa valeur (effondrement des prix de l'immobilier). Les "subprimes" deviennent des créances insolvables. Les banques qui en détenaient au travers des produits financiers dérivés voient fondre leurs actifs. La crise devient mondiale avec la faillite de la banque LEHMAN BROTHERS en septembre **2008**. Le risque d'un effondrement du système bancaire contraint les Etats à intervenir (700 milliards de \$ pour les EU, 1700

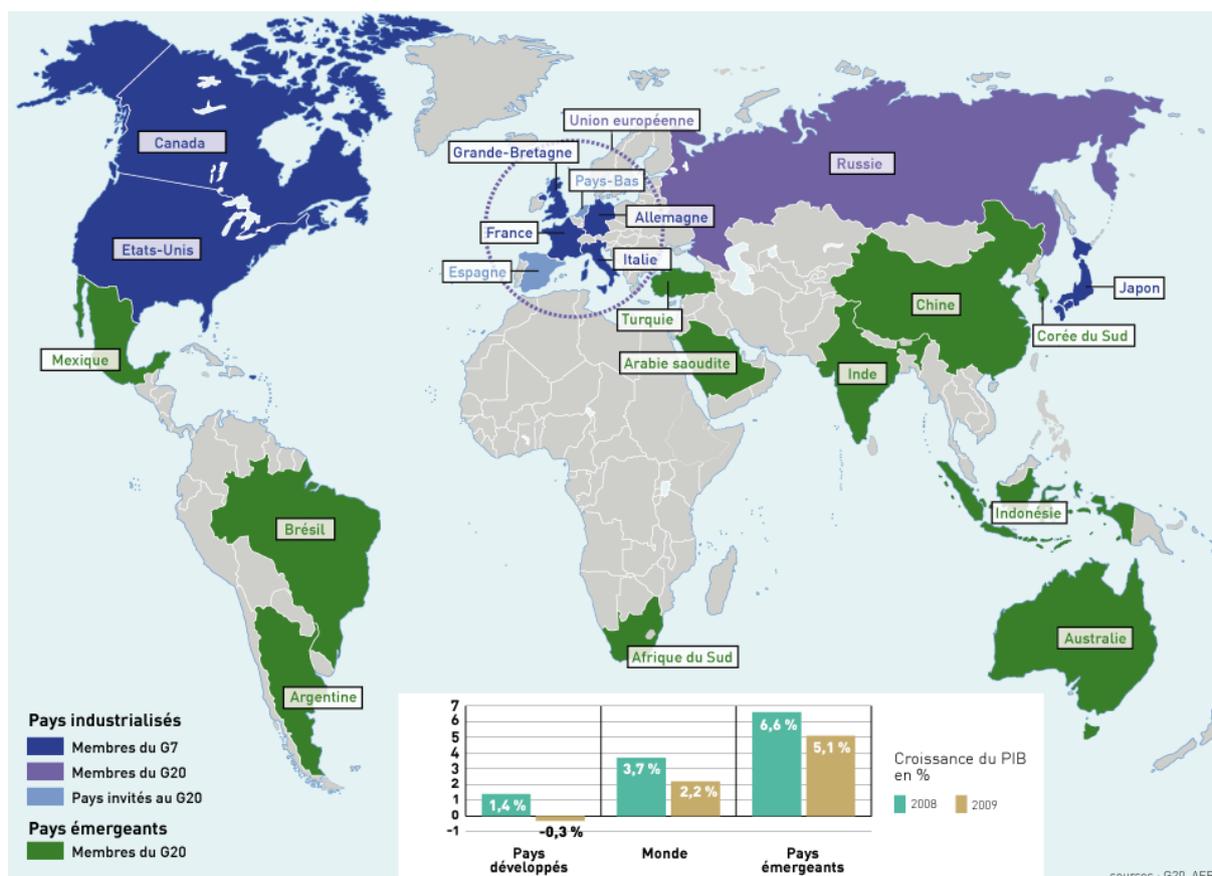
milliards d'euros pour l'UE). Mais ces plans d'urgence aggravent la dette des pays développés (leurs notes sont dégradées par les agences de notation => emprunts à des taux plus élevés) qui doivent alors mettre en place des plans de rigueur (Islande, Grèce, Espagne, Italie...). Mais cette crise a imposé l'idée d'une nécessaire régulation mondiale de l'économie.

### 323/ Du G8 au G20

En 1998, la *Russie* rejoint le G7 qui devient le **G8** puis en 1999, il s'ouvre à 12 pays émergents (2/370, 4/371). Le **G20** n'est cependant encore qu'un forum de discussion éco et financier. La 1<sup>ère</sup> réunion officielle date de 2009 (sommet de Pittsburgh) qui a institutionnalisé le G20 dont les Etats membres représentent quelque 90% du PIB de la planète (carte/367). Il s'agit de réguler la finance internationale (taxation et contrôle des transactions financières) et lutte contre les paradis fiscaux

<http://www.ina.fr/video/3770721001027/crise-economique-et-prochain-g20-video.html>

Pour tenir compte des nouvelles puissances émergentes, le G20 réuni à Séoul en 2010 modifie les droits vote (la Chine passe au 3<sup>ème</sup> rang par expl.) et x 2 des fonds alloués au FMI. Cependant, cette gouvernance peine à s'imposer : elle est perçue comme un club de privilégiés (20 pays sur 193), et se trouve en concurrence avec les organisations régionales (Alena, U.E, Mercosur...).



**Conclusion:**

Aujourd'hui la régulation économique à l'échelle mondiale apparaît nécessaire mais la gouvernance mondiale n'a toujours pas trouvé sa forme consensuelle : entre les institutions héritées de Bretton Woods (FMI, OMC), les "clubs" (G8, G20), les organisations régionales (UE, ALENA) ou les mouvements de citoyens, les relations tiennent le plus souvent du rapport de force que de la coopération.

Pourtant, les enjeux de la gouvernance mondiale se diversifient et se font plus pressants en particulier dans le domaine des biens publics mondiaux (eau, air, ressources naturelles). C'est l'enjeu de ceux qui évoquent la "global governance".